



SOMMAIRE

- Lettre du Directeur
- Forum asiatique de microfinance
- Obstacles dans la recherche action
- BASIX : Un éditorial sur la crise indienne
- Témoignages: LAPO, Nigéria & TYM, Vietnam
- VFC, Cambodge lauréat de CGAP
- IMF partenaires/ innovations & carte

Contactez-nous à :
sfp@ilo.org ou www.ilo.org/socialfinance

Lettre du Directeur



Chères IMF partenaires et chers collègues du BIT,

Ceci est la deuxième communication sur la Recherche Action « Microfinance et travail décent ». Dans ce numéro, nous nous pencherons sur des obstacles dans la recherche en ce qui concerne les données, sur la crise en Andhra Pradesh vue par une de nos IMF partenaires indienne, et des histoires racontées par des clients sur l'impact que les innovations ont eu jusqu'à présent. C'est pour nous une satisfaction de voir que tant de

nos partenaires de microfinance ont fait des progrès impressionnants dans le travail d'enquête au cours des six derniers mois. Déjà, on commence à sentir des améliorations dans la situation des clients, résultant des innovations.

Persévérez ! Nous comprenons combien il peut être frustrant de devoir mener à bien encore plusieurs enquêtes de suivi et attendre la fin de 2011 pour voir si il y a des effets tangibles. Cependant, pour le reste de la communauté de microfinance internationale, vous êtes des pionniers ! Vous ne faites pas que parler de la performance sociale, vous agissez !

Soyez fiers de vous et de votre personnel. Même si nous espérons voir des changements significatifs positifs comme résultat de l'innovation mise en œuvre, il est possible aussi de ne voir que très peu de différence entre les groupes de contrôle et de traitement – mais ceci est aussi une base pour en tirer des leçons importantes. Le temps joue un rôle clef : il faut parfois plusieurs cycles de crédits et un processus d'apprentissage long avant, par exemple, qu'une famille décide de garder tous ses enfants à l'école plutôt qu'au travail. Ce ne sont pas des transitions faciles pour les clients. Patience, nous allons finalement y arriver.

Enfin, notre travail commun commence à acquérir une reconnaissance internationale au plus haut niveau. La réunion annuelle aux Pays Bas du « Groupe de travail en performance sociale » (Social Performance Task Force) va dédier du temps pour une présentation du projet « Microfinance et travail décent ». De plus, le Partenariat global pour l'inclusion financière du G20 est intéressé de voir notre méthodologie de recherche transformée en instrument pour tracer les bénéfices que les clients tirent d'innovations financières.

Inclusion financière – Réaliser le potentiel en Asie



Le Forum de la Microfinance en Asie fût une grande opportunité pour plus de 400 représentants d'IMF asiatiques, de réseaux, de régulateurs, d'investisseurs, d'ONGs et de bailleurs de fonds de discuter les questions de microfinance et les moyens de

parvenir à l'inclusion financière en Asie. **Quatre de nos IMF partenaires de la recherche action MF4DW** participèrent au Forum comme déléguées et/ou personnes ressources. Ce fût pour ces dernières une occasion unique d'échanger sur l'action recherche MF4DW. Une réunion fût organisée le 14 octobre et permit à Benita Sarah (ESAF), Thun Vathana (AMK), Chumsam Veasna et Pheng Raksa (VisionFund Cambodia) de présenter leur innovation et de discuter des avancées, des leçons tirées et des défis de l'action recherche. Pour plus d'informations sur le forum, [cliquer ici](#).

Les défis de la recherche

Toutes les IMFs progressent rapidement dans la recherche action, quoiqu'à des vitesses différentes. D'un côté, ceci est dû aux légères différences de conception des programmes de recherche (par exemple enquêtes de base en roulement, groupes de contrôle échantillonnés sur la base de la prise du produit dans le groupe de traitement). D'un autre côté, la méthode générale de recherche du projet Microfinance et travail décent, le contrôle par hasard (Randomized Control trial) implique une conception complexe. A mi-parcours de la recherche, nous observons un nombre de défis:

Echantillonnage: Les rapports des enquêtes de base montrent que les clients dans les groupes de traitement (GT) et groupes de contrôle (GC) n'ont pas toujours les mêmes caractéristiques. Si les caractéristiques des clients diffèrent, l'interprétation sera ardue et la force des résultats finaux sera faible. Dans les cas où l'échantillonnage pour le GC a été fait sur la base des caractéristiques du GT (par exemple les clients ayant souscrit au nouveau produit), il a pu être difficile d'extraire du SGI l'information nécessaire sur le client. Dans un cas particulier, l'échantillonnage final n'a pu être fait qu'en personne au bureau local. Un bon SGI est la colonne vertébrale pour un bon échantillonnage.

Séquence des étapes: Du fait de la complexité de la conception de la recherche, il est nécessaire de respecter strictement la séquence déterminée des étapes: premièrement, l'enquête de base doit être terminée dans les 2 groupes, GT et GC. Une fois l'enquête de base terminée, l'innovation peut être mise en oeuvre. Lorsque TOUS les clients du GT ont reçu l'innovation (par exemple la formation), la première enquête de suivi peut être menée. Ainsi, la formation ou l'offre du produit pour le GT doivent être achevés dans les 6 mois après l'enquête de base.

Taux d'abandon: De façon occasionnelle, les taux d'abandon des clients ont été sous-estimés. Par conséquent, la taille des échantillons a diminué en dessous de la taille minimum nécessaire pour les enquêtes suivantes. Si le nombre diminue en dessous de la taille exigée pour l'échantillon final, l'interprétation d'impact de l'innovation sera difficile. Il est nécessaire d'inclure TOUS les clients de l'enquête de base dans les enquêtes de suivi.

Qualité des données: Nous avons reçu des bases de données correspondant à des questionnaires incomplets. Ces données ne peuvent pas être considérées dans l'analyse, ce qui diminue le nombre d'entrées de clients valides. Ainsi, il est très important que les enquêteurs notent toutes les réponses et saisissent toutes les informations dans les bases de données. Si le client donne des réponses illogiques, l'enquêteur doit s'efforcer d'obtenir des informations complètes et logiques.

Nous avons reçu des données de suivi dans lesquelles les identifications et noms de clients ont changé par rapport à l'enquête de base. Si le client ne peut être identifié de façon unique, les données ne peuvent être utilisées à nouveau ce qui, encore une fois, réduit le nombre d'entrées de clients valides. Ainsi, les numéros d'identification des clients DOIVENT rester les mêmes tout au long des enquêtes. Une fois ceci vérifié, nous bloquons cette information dans les bases de données pour que ceci ne puisse être changé.

Nettoyage et validation des données: Lorsque ceci est fait d'abord par l'IMF, cela réduit le temps dont le BIT a besoin pour nettoyer les données, et donc aussi la nécessité pour l'IMF de remplir les réponses manquantes ou illogiques (et donc souvent revenir aux questionnaires). Nous vous prions d'utiliser les rapports nettoyés des enquêtes de base pour faire le nettoyage des enquêtes de suivi. NRSP, AMK, ESAF font un travail exceptionnel pour le nettoyage en interne des données avant de les envoyer au BIT.

Table 1: Le progrès des IMFs dans la recherche, février 2011

Etape (achevé)	# IMFs
Enquête de base	2
Introduction de l'innovation	5
1ère enquête de suivi	5
2 ^{ème} enquête de suivi	4
3 ^{ème} enquête de suivi	-
4 ^{ème} enquête de suivi	-

Expérience de BASIX, Inde

Contexte: La croissance de la microfinance en Inde a commencé dans les années 1990, avec des ONGs comme Pradan et Myrada, quand les réformes économiques en Inde ont joué un rôle majeur dans le système bancaire. Ce secteur en développement, qui opérait initialement via des organismes sans but lucratif, a tôt fait de passer par des entités à but lucratif, ou NBFCs. En 2010, de nombreux joueurs sont entrés sur le marché et le secteur a connu une expansion à un taux annuel de 80%.

La microfinance représente aujourd'hui un important sous-secteur du système financier du pays, avec 27 millions de ménages desservis par les IMF (Institutions de MicroFinance). Le secteur de la microfinance indienne est le plus grand du monde, même si les 27 millions d'emprunteurs ne représentent que 4% de la population adulte du pays (MIX, 2009). Ceci est 50% plus important que les ménages desservis par les banques rurales régionales et représente 40% du nombre total de comptes 'moins que Rs. 25.000' dans l'ensemble du système financier indien. En dépit de ce fait, ces clients représentent 15% de la population (60%) qui est financièrement exclue par ailleurs (MCRIL Microfinance review 2010). La tâche - tendre la main aux exclus par le biais des sources formelles de crédit, d'épargne, et de services d'assistance technique - est ardue.

Les segments de marché et les canaux de distribution:

La microfinance ne consiste pas seulement à fournir du crédit aux plus pauvres parmi les pauvres. Elle englobe un large éventail de services financiers auxquels les plus pauvres des pauvres, les pauvres économiquement actifs ou les entrepreneurs et les « pas-si-pauvres » ne sont actuellement pas en mesure d'accéder par le secteur financier formel. Le

scénario de l'économie rurale ne peut être classé que comme pauvres et c'est riches. Il y a beaucoup de classes intermédiaires financièrement exclues et cette économie solidaire que les institutions de microfinance cherchent à exploiter. Les différents canaux de crédit sont



LFS-Credit Delivery Channels



Expérience de BASIX, Inde...

nécessaires pour répondre aux différents segments de l'économie rurale comme : les 'Groupes de Self Help' (SFG : Self Help Groups) pour les plus pauvres des pauvres, les 'Groupes Responsabilité Conjointe' (JLG : Joint Liability Groups) pour les pauvres économiquement actifs, les prêts individuels pour les pauvres entrepreneurs et les prêts agricoles - qui peuvent fournir des emplois salariés essentiels pour les plus pauvres. Des différents canaux pour des différents segments - **ce principe a été et continue d'être la pierre angulaire du travail de BASIX.**

BASIX a ainsi travaillé avec les pauvres économiquement actifs, s'engageant dans la promotion des moyens de subsistance et la création d'emplois avec des prêts de plus grande valeur aux JLGs, Groupes de production, micro – petites et moyennes entreprises et via l'extension de l'aide technique par les services pour l'agriculture, des services de développement des entreprises et de développement institutionnel.

La Banque mondiale a soutenu la création de capital social grâce à divers programmes et projets menés par les deux gouvernements centraux et locaux en Inde. Le plus actif d'entre eux est le Gouvernement de l'État de l'Andhra Pradesh (AP), qui a formulé des politiques et des programmes mettant l'accent sur la croissance, y compris une série de projets de grande envergure pour combattre la pauvreté; le plus important étant la Société pour l'élimination de la pauvreté rurale (SERP : Society to Eliminate Rural Poverty).

Une première crise en AP a eu lieu en 2005-6, lorsque les autorités administratives locales ont fermé de nombreuses branches de certaines IMF lorsque ces IMF ont été accusées de pratiques opérationnelles illégales, collectes contraires à l'éthique, taux d'intérêt élevé et réalisation de bénéfices illicites. Finalement, la crise a disparu lorsque les IMF ont décidé de suivre la nouvelle réglementation.

Plus récemment, les médias ont relaté sélectivement sur les différents aspects de ces scénarios — en outre, reliant la situation avec plusieurs suicides dans l'Etat. En conséquence, une ordonnance a été promulguée par le gouvernement AP pour prétendument protéger les 'groupes de Self Help' (SFG : Self Help Groups) de femmes contre l'exploitation par les IMF.

La nouvelle ordonnance a déclaré que toutes les IMF doivent suivre une série de nouvelles conditions comme: administrer des collectes dans les lieux publics comme les bureaux de Gram Panchayat, enregistrer toutes les branches des IMF avec les autorités locales de district, changer les calendriers de remboursements hebdomadaires en remboursements mensuels, et demander la permission des autorités administratives locales pour sanctionner tout prêt au membre de SHG.

Bien que la plupart des IMF à grande échelle se soit diversifiées géographiquement à travers le pays, la majorité de leur portefeuille est resté concentré en AP, et ont donc connu une baisse drastique des taux de collecte et de l'absorption des grandes pertes en AP; de nombreuses IMF en AP ont dû arrêter leurs opérations. L'impact de l'ordonnance a été si grave que certaines IMF ont dû fermer ou réduire l'échelle de leurs opérations en AP.

En outre, le Comité Malegam récemment créé a jusqu'à présent formulé des recommandations peu encourageantes (sauf quelques-unes, telle que la création de catégories distinctes des IMF). Les prêts consentis par les banques sont au point mort et aujourd'hui, plus aucun micro-crédit n'est

accordé, laissant 27 millions de personnes à travers le pays maintenant contraintes de se retourner vers des usuriers. Il s'agit d'un problème très grave qui nécessite une intervention de réglementation immédiate et positive. En ce moment, le pays attend les recommandations de la Banque de réserve d'Inde, qui, si elles sont acceptées, devraient impliquer un sérieux revers à l'ordre du jour de l'inclusion financière des institutions de microfinance.

Perspective de BASIX:

Avec la différenciation des produits en tant que tamponnage au cours de cette période tumultueuse, BASIX est resté connecté à ses parties prenantes internes et externes via les mises à jour régulières et périodiques —les maintenant au courant de la situation.

Pour BASIX, plusieurs des nouvelles conditions de l'ordonnance n'ont pas influé sur les activités. En effet, depuis sa création, BASIX offre *toujours* un calendrier de remboursement mensuel, des taux d'intérêt modérés, une variété de services de promotion des moyens de subsistance (plutôt que de se concentrer uniquement sur le microcrédit), et des relations cordiales avec les clients. Toutefois, la conduite des collectes dans les espaces publics et l'enregistrement de toutes les branches ont été de nouvelles modifications pour BASIX.

Lier la crise à la BDS innovation de BASIX:

Dans le cadre de la recherche-action MF4DW, diverses activités entreprises dans le cadre des services pour l'agriculture et développement des entreprises -AgBDS and SWASTH programme -ont aidé à maintenir les relations avec les clients, tout en fournissant des services pour atteindre les clients directement. Même dans le cadre de cette situation difficile, les clients ont continué à bénéficier de nos services. Les services AgBDS ont aussi encouragé les clients à continuer de payer leurs prêts, ces programmes leur permettant de perfectionner leurs compétences et de voir leurs bénéfices croître par leur meilleure productivité. Les autres activités d'AgBDS comme expositions/étalages au niveau du village, réunions, manifestations, et les camps de santé animale — tous liés aux programmes qui communiquent avec les clients — ont aidé BASIX à atteindre non seulement les clients existants, mais aussi les potentiels. Le programme SWASTH a également aidé à gagner l'acceptation du client car il a des concepts sociaux significatifs, utiles pour le client.

La crise en AP a aussi affecté la mise en œuvre du programme SWASTH. Après l'ordonnance adoptée le 15 Octobre 2010, nos bureaux en AP ont été fermés pendant environ une semaine; la sécurité des employés et l'évitement des dommages à cause des émeutes politiques et communautaires ont été les priorités. Pendant environ 30 jours, BASIX n'a pas pu opérer jusqu'à ce que tous les enregistrements d'IMF aient été réalisés avec les autorités locales. Par conséquent, les activités du projet MF4DW ont été retardées de 45 jours. En outre, la crise a perturbé des réunions de groupes qui n'ont pas pu être menées conformément au plan. Comme remède, BASIX a adapté le processus de mise en œuvre de séances individuelles et stages de suivi afin de mener à bien les stages WIND (Work Improvement in Neighborhood Development).



Projet Swasth: stages WIND avec la communauté

Innovations en action: Témoignages

TYM: Mettre de façon efficace la connaissance sur la gestion des risques et la micro-assurance en pratique



“Apprendre au sujet de la gestion des risques et la micro-assurance a conduit à des changements au sein de ma famille. Nous savons maintenant que se protéger des risques dès le début est nécessaire même pour des choses très simples auxquelles nous ne faisons pas attention auparavant”

Mme Nguyen Thi Tam, membre de TYM

Dans le cadre de la recherche action Microfinance et travail décent, Mme Tam a été invitée à participer au cours sur « La gestion des risques et la micro-assurance » – et elle a participé. Après le cours, Mme Tam a reconnu que son contenu était bénéfique et pratique, et qu'elle pouvait appliquer cette nouvelle connaissance dans sa vie courante. En particulier, elle a maintenant fait des plans pour protéger toute sa famille des risques de façon simple, par exemple en portant un casque en moto, en ayant toujours avec soi des vêtements de pluie ou en vaccinant le bétail et la volaille contre les épidémies.



Le cours l'a aussi aidé à mieux comprendre la micro-assurance : l'assurance crédit, l'assurance vie et l'assurance santé du Fonds TYM. Elle comprend que son épargne hebdomadaire peut l'aider ainsi que sa famille pour faire face à des dépenses imprévues et se créer des avoirs. Elle a discuté avec son mari et ses enfants afin de dépenser plus économiquement et contribuer à l'épargne volontaire du Fonds TYM. A présent, elle épargne VND 45,000 par semaine et prévoit d'augmenter ce montant à VND 100,000 par semaine.

Non seulement Mme Tam a présenté les programmes de TYM à sa famille, mais elle partage également ses connaissances sur la gestion des risques et la micro-assurance lors des réunions régulières de l'Union des fermiers locaux dans son hameau et sa commune. Cela a inspiré ses voisins et les a aidés à avoir une meilleure compréhension du Fonds TYM et de ses nombreuses activités.

LAPO: Des prêts éducation comme moyen pour réduire le travail des enfants



“C'est le meilleur prêt que j'ai contracté depuis que j'ai rejoint LAPO en 2006. Ma fille – une écolière – avait à peine 3 ans lorsque son père est mort. Je fais peu de profits ; je dois nourrir mes 3 enfants et ne reçois pas ou très peu d'aide de ma famille. Alors que j'essaie de joindre les 2 bouts, envoyer mes enfants à l'école n'est pas la plus haute priorité, même si je comprends combien il est important pour eux d'avoir une éducation. Grâce au prêt éducation, je peux maintenant payer les frais de scolarité, et acheter les manuels scolaires. Le prêt m'a aidé à envoyer mes enfants à l'école et a retiré la peur de devoir mettre un jour mes enfants à mendier dans la rue.”

Mrs. Owoyele Bumi, un micro-entrepreneur de LAPO

L'innovation “prêt – frais de scolarité” a été offerte aux clients en 2010 afin d'offrir la possibilité aux enfants des clients pauvres de se réinscrire à l'école ou de poursuivre un cursus scolaire dans de meilleures conditions, réduisant ainsi l'incidence de travail des enfants et ses conséquences sur la performance scolaire des enfants. LAPO a pu déterminer que les parents, souvent, ne gardent pas de façon délibérée leurs enfants hors du circuit scolaire. Plus souvent, les parents ne peuvent pas payer les frais scolaires, et ne peuvent donc plus envoyer leurs enfants à l'école. Une fois que l'enfant est inoccupé, il se trouve très rapidement impliqué dans le business familial ou d'autres activités génératrices de revenus. En plus du prêt éducation, LAPO sensibilise les parents sur les risques du travail des enfants. Le prêt éducation de LAPO, d'après les réponses des clients interviewés, a apporté espoir et soulagement aux familles, puisque l'obstacle majeur de payer les dépenses relatives à la scolarité des enfants a été surmonté économiquement par le projet d'innovation de LAPO et du BIT.

Mr. Olayinwola O.T. est le directeur d'une école que fréquentent les enfants des clients de LAPO qui bénéficient du prêt innovation. Il témoigne que l'un de ces enfants, Mlle Bamgboye Eniola qui espère devenir un jour ingénieur, est une bonne étudiante dans les matières techniques, et dont l'inclination doit être encouragée, puisque très peu de filles sont intéressées aux matières technologiques. Il souligne de plus que l'école est l'une des meilleures de la localité – LAPO doit donc continuer son excellent travail !



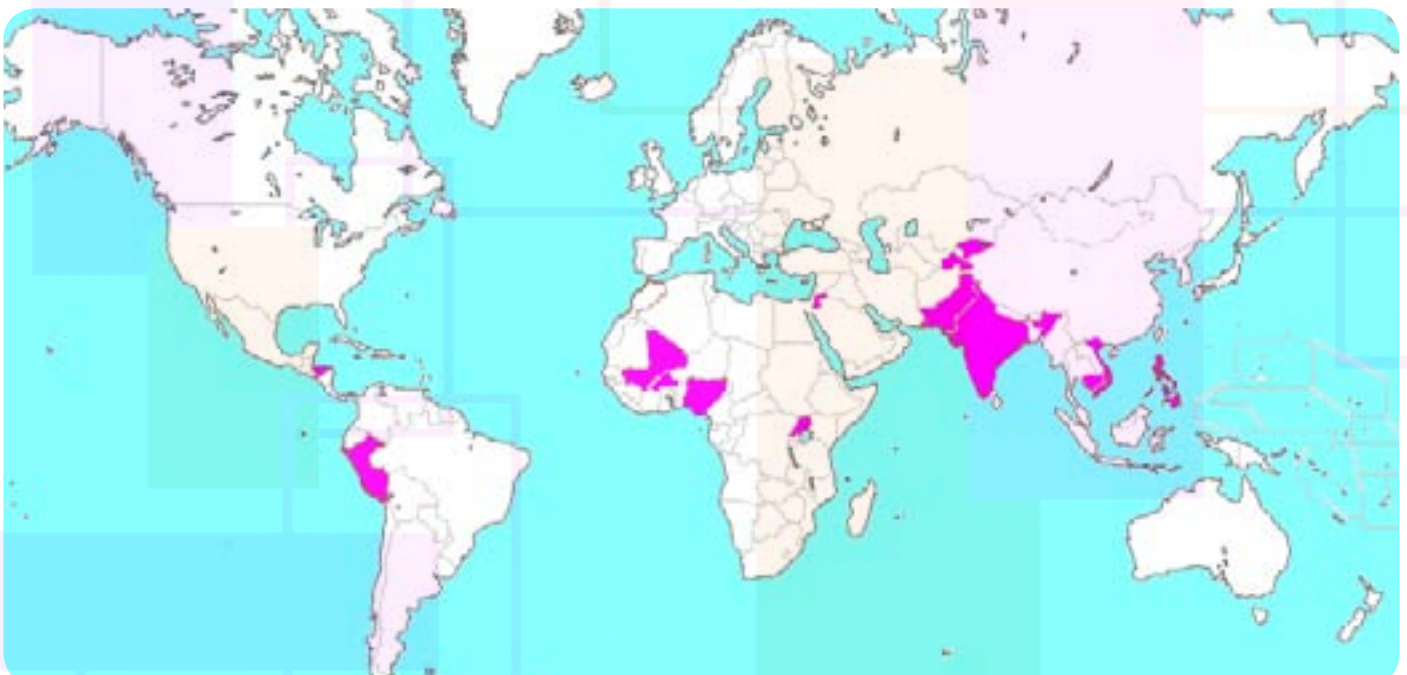
VFC, Cambodge lauréat de CGAP

Le lauréat d'or pour le rapport en performance sociale – qui a été mis en place par CGAP (Consultative Group to Assist the Poor), la Fondation Michael & Susan Dell et la Fondation Ford – est attribué par le MIX (Echange d'information en microfinance) lorsqu'une IMF complète, met en œuvre, et rapporte sur une série de mécanismes de performance sociale. Pour plus d'information sur le prix de VisionFund, [cliquer ici](#). Félicitations !

IMF participantes et Travail Décent ciblé

IMF	Pays	Travail Décent ciblé	L'innovation
AMK	Cambodge	Gestion du risque / Surendettement	Éducation financière formation des agents de la clientèle
Bai Tushum	Kyrgyzstan	Emploi productif / Formalisation	Introduction de la fenêtre des PME / Formation
Bancovelo	Honduras	Gestion du risque / Surendettement	Introduction du produit de micro-assurance et de la formation
BASIX	Inde	Conditions de travail	Formation des clients de le BIT WIND méthodologie
Confianza	Pérou	Gestion du risque / Surendettement	Introduction du produit de micro-assurance et de la formation
ESAF	Inde	Emploi productif / Formalisation	BDS formation
IMON	Tadjikistan	Emploi productif / Formalisation	Formation à l'entrepreneuriat et de prêts pour les femmes
LAPO	Nigeria	Travail des enfants	Prêt à taux réduit pour les frais de scolarité et de sensibilisation TE
NRSP	Pakistan	Travail des enfants	Modification d'assurance santé
NWTF	Philippines	Gestion du risque / Surendettement	Formation de clients sur la méthodologie de le BIT (GIYB) & fonds d'urgence individuel
Nyèsigiso	Mali	Travail des enfants	Combinaison de formation des clients avec les programmes GERME, TE, & WIND du BIT
PRIDE	Uganda	Gestion du risque / Surendettement	Introduction de produits micro-crédit-bail
RCPB	Burkina Faso	Emploi productif / Formalisation	Information, sensibilisation, incitation à formaliser
Tamweelcom	Jordanie	Conditions de travail	Des dépliants d'information et de formation
TYM	Vietnam	Gestion du risque / Surendettement	Formation sur la gestion des risques et Fonds d'entraide (micro-assurance)
VisionFund	Cambodge	Gestion du risque / Surendettement	Éducation financière formation des clients

Carte des IMF participantes



Merci beaucoup à BASIX, TYM, et LAPO pour leurs communications à la seconde addition de l'NewsFlash MF4DW!